Document generated on 04/27/2024 4:57 a.m.

Études internationales

Les 7 jours de Prague, 21-27 août 1968 (Textes présentés par René Mandrou), Édition Anthropos, Paris, 1969.

Jean-René Chotard

Volume 3, Number 1, 1972

URI: https://id.erudit.org/iderudit/700185ar
DOI: https://doi.org/10.7202/700185ar

See table of contents

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)
1703-7891 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Chotard, J.-R. (1972). Review of [*Les 7 jours de Prague, 21-27 août 1968* (Textes présentés par René Mandrou), Édition Anthropos, Paris, 1969.] *Études internationales*, *3*(1), 107–108. https://doi.org/10.7202/700185ar

Tous droits réservés © Études internationales, 1972

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

ces études abordent pratiquement les mêmes questions, ou comme toutes celles-ci ont déjà fait l'objet d'une étude ou l'autre, ce livre m'est apparu, en fin de compte, plutôt inutile ; de ce type d'inutilité qui résulte d'une trop grande prolifération de livres qui en doublent d'autres existants, sans offrir eux-mêmes une originalité particulière. Car c'est bien là le défaut de trop de livres et la source de tant de nos déceptions : les mêmes choses sont dites et redites à quelques variantes près, par des auteurs différents, et nous les lisons et relisons sans en retirer quelque nouvel enrichissement. Et ce défaut est particulièrement fréquent et apparent dans des cas comme celui-ci, où des communications sont préparées en vue d'une conférence.

Une impression défavorable s'est en effet dégagée dès les premières pages. Notons d'abord un élément purement matériel : quelques paragraphes sont rendus incompréhensibles, par suite de défauts d'impression (pages 7, 8, 26, et 27). Puis survient un renversement de perspective étonnant, pour ne pas dire agaçant. Ainsi, après avoir résumé d'un ton neutre l'essentiel des objectifs de l'U.R.S.S. en fonction des Nations Unies, Wesson présente de la façon suivante « *the suitability of the UN for American purposes : ... The UN may still have some effect in moderating Soviet conduct. ... The UN may also be called upon to discomfit the Soviet political system in its less enlightened aspects ... The ability of the United States to call for fulfillment of these resolutions* (affirmant le principe de non-intervention politique ou militaire) *has been curtailed, as seen by many UN members, by its intervention in Vietnam. Yet the general principles of nonintervention should be entirely advantageous to this country. It is quite possible, moreover, that the anticolonial issue may turn strongly against the Soviet Union ... Only the Russian empire remains, supplemented by the domination of most of Eastern Europe* » (pp. 41-42).

Tous les chapitres ne provoquent pas un tel agacement, mais aucun ne me paraît particulièrement remarquable. Chaque question est examinée de façon brève mais claire. Les aspects retenus et développés sont pertinents et, s'ils ne sont pas présentés sous un jour nouveau, ils sont du moins bien mis en relief. Évidemment, les conclusions étaient attendues et convergeaient toutes vers la constatation de la faible importance et de la fonction instrumentale des Nations Unies, résultat similaire d'un double dilemme, pour l'U.R.S.S. entre son hostilité fondamentale au monde non communiste et la nécessité présente de coopérer avec lui, pour les États-Unis entre la recherche d'un monde idéal et celle de l'intérêt national immédiat.

En somme, un livre qui n'est pas mauvais, mais qui ne fait que s'ajouter à plusieurs autres sur le sujet.

Guy GOSSELIN

Science politique,
Université Laval.

— *Les 7 jours de Prague, 21-27 août 1968* (Textes présentés par René MANDROU), Éditions Anthropos, Paris, 1969.

L'éditeur, offre, sous ce titre, une documentation approfondie sur les événements de Tchécoslovaquie en 1968, soit un recueil de textes qui propose un choix abondant de tracts, articles, déclarations et communiqués relatifs à l'invasion des troupes du pacte de Varsovie et aux réactions qu'elle suscite, et qui concernent la seule période du 21 au 27 août. Ils supposent connu le développement amorcé depuis janvier 1968, époque où le vieux leader de l'époque stalinienne, A. Novotny, cédait la direction du parti communiste tchèque à Alexandre Dubcek. L'abondance des documents (400 pages), jointe à la brièveté de l'époque circonscrite, transforme en un véritable historique des faits, ce qui aurait pu n'être qu'une anthologie savante.

Tous ces textes de longueur variable proviennent de trois origines. Ceux d'abord des instances officielles tchèques : déclarations du comité central, de l'assemblée nationale, du gouvernement ou discours de personnalités politiques. Beaucoup plus nombreux et divers sont ceux qui émanent de la population : témoignages, prises de position par des syndicalistes, des intellectuels ou de simples citoyens, extraits de presse, commentaires de radio. Enfin, l'ouvrage présente le point de vue des autorités occupantes qui essaient de contrôler les moyens d'information et exposent dans la *Pravda* l'opinion officielle des Soviétiques.

Le volume constitue un historique dans la mesure où le choix et la disposition des documents permettent de suivre l'évolution des trois points de vue exprimés. Au début, les autorités

tchèques affirment, sans ambage, leur volonté de répondre à l'invasion par le plus strict légalisme et répètent leur attachement au socialisme ; mais elles soulignent leur bonne foi trompée par les pays théoriquement frères alliés. Beaucoup plus que par la demande de libération des « personnalités illégalement arrêtées », elles manifestent leur réaction dans la réunion extraordinaire du 14e Congrès du parti. Au cours de ces séances, les délégués renouvellent le bureau politique et réélisent à leurs fonctions tous les leaders emprisonnés. Le gouvernement tchèque remporte un premier succès puisque le président Svoboda revient de Moscou avec les personnalités libérées. Mais le discours que chacun prononce à la radio contient beaucoup d'euphémismes sur l'accord conclu avec les autorités du Kremlin.

L'évolution de l'opinion publique apparaît beaucoup plus sensible. Sa spontanéité ignore les précautions des hommes politiques. Au premier jour, les Praguois expriment la stupeur de gens qui sont à la fois étonnés et scandalisés. L'armée qui les avait libérés, en 1945, occupe leur pays maintenant ; il y a dans la population des blessés et des morts... À l'appel de ses dirigeants, de ses journalistes, de ses chefs syndicaux, la population tchécoslovaque pratique une autodiscipline qui évite toute provocation avec les militaires. Elle proclame son attachement au socialisme et à l'indépendance nationale, et elle exige le départ des occupants. Très vite, des journalistes, des ouvriers demandent que le retour à une situation normale se double d'une condamnation des traîtres qui ont appelé ou aidé les forces du pacte de Varsovie. Aux réactions immédiates succèdent vite les analyses de la presse, on s'y félicite de l'unanimité nationale qui pousse Tchèques et Slovaques à réagir, sans mettre en cause l'unité de ce petit État multinational. Mais surtout les périodiques continuent avec plus de virulence leur analyse commencée avant cette période de crise. *Mlada Fronta,* journal de l'Union de la jeunesse, ou *Reporter,* de l'Union des journalistes orientent la virulence de leurs articles contre les occupants et bientôt contre l'Union soviétique elle-même. Ce raidissement de l'opinion publique trouve son expression la plus vive quand sont connus les accords avec Moscou. De nombreuses délégations ouvrières publient leur appui au gouvernement tchèque mais refusent les termes d'un accord qui leur apparaît imposé unilatéralement. Ainsi l'épreuve nationale de l'invasion a-t-elle durci la population de Tchécoslovaquie dans sa volonté de renouveler la voie suivie jusqu'alors vers le socialisme.

Pareille détermination gêne les Soviétiques mais ne les contraint pas à fléchir. Des trois opinions étudiées ici, seule la leur n'évolue pas. Ils ne peuvent trouver le moindre prétexte de provocation qui puisse justifier leur invasion. Ils se contentent de répéter, le 22 août, dans un article de la *Pravda,* les dangers encourus par le socialisme, dans l'expérience tchèque. Ils condamnent surtout la libéralisation de la presse qui rompt le conditionnement culturel imposé par le système antérieur. Plus grave encore, ils ne peuvent tolérer la moindre atteinte au primat du parti communiste dans la direction politique du pays. La *Pravda* déclare donc illégale la tenue extraordinaire d'un congrès du parti tchécoslovaque. Par les accords de Moscou, publiés à la fin du livre, les Soviétiques acceptent un compromis où ils imposent leur point de vue sur ces deux points essentiels : une presse contrôlée et un parti communiste tout-puissant. À moyen terme, ils visent à rétablir une situation analogue à celle qui existait avant l'arrivée de A. Dubcek. Dans ce but, les politiciens du Kremlin ont donné au texte des accords une formulation assez vague pour justifier toute ingérence ou pression ultérieure dans les affaires de la république tchécoslovaque.

« Après cinq jours, nous sommes moralement vainqueurs » écrit *Reporter,* le 26 août. Il s'agit bien en effet d'une victoire morale. Au terme de cette semaine de crise particulièrement grave, il apparaît déjà un bilan contrasté. Dans leurs discours radiodiffusés, les hommes politiques tchèques sont contraints d'édulcorer leur propos. Quelques semaines plus tard, les journaux et périodiques, si libres dans leurs analyses du mois d'août, doivent, à leur tour, se soumettre à la censure. L'ouvrage présent n'aborde pas cette période, mais en concentrant l'intérêt sur la semaine de crise du 21 au 27 août, il révèle un fait historique inédit. Une population de 14 millions d'habitants, privée de ses chefs, réagit avec un sang-froid unique pour éviter toute provocation avec les armées occupantes. Là, réside l'intérêt primordial du volume.

J. R. CHOTARD

Histoire,
Université de Sherbrooke.